

**Le programme présidentiel de l'énergie du 10 février : il y a mieux à faire :
coopérer avec l'Afrique pour y éviter des émissions de CO2 et viser la neutralité carbone en 2070**

Le 10 février, le président de la République a livré sa vision de l'énergie pour 2050 ; elle s'appuie sur la stratégie nationale bas carbone, SNBC, et sur les travaux de RTE, Réseau de transport électrique.

Ce qui est nouveau dans le programme présidentiel du 10 février

- Les réacteurs nucléaires existants continueront de fonctionner tant que l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) les dira suffisamment sûrs. Pour le futur, selon E. Macron, on ne pourra pas avoir mis en service en 2050 plus de 14 nouveaux réacteurs. Avec l'existant, cela ferait environ **50 GW** (gigawatt).
- la production d'hydrogène par électrolyse et la consommation d'électricité par l'industrie demanderont 100 TWh de plus d'électricité que ce que dit RTE dans son « scénario de référence » : ce sera **750 TWh/an**.

Hors l'industrie, des hypothèses de consommation d'énergie beaucoup trop basses

- Diminution, comparées à aujourd'hui, des distances parcourues en voiture et en avion.
- Moins de surface de logement par personne et pas de construction de maisons individuelles, à l'opposé de ce que souhaite la population, surtout après l'expérience du confinement et du télétravail.
- Rendre tous les bâtiments aussi bien isolés que des bâtiments neufs : ce sera très coûteux : 30 milliards par an de plus qu'avec une isolation thermique raisonnée qui demanderait 90 TWh par an d'électricité an de plus.

Le parc de production d'électricité, selon le programme « du 10 février »

Avec seulement 50 GW de nucléaire, pour produire 750 TWh/an sans émissions de CO₂ il faut une très grosse capacité éolienne et photovoltaïque. Ici, la capacité éolienne sera sur terre de 40 GW, le double de ce qu'elle est aujourd'hui, et, en mer, de 40 GW. La capacité photovoltaïque sera de 100 GW. En tout 180 GW.

Les possibilités de production d'électricité sont souvent supérieures à la consommation finale. C'est cet excédent qui alimentera l'électrolyse, avec une puissance très instable. Une capacité d'électrolyse de 20 GW produira 2 millions de tonnes par an à un coût d'environ 3,5 €/kg (sans le coût du stockage) –selon la réplique faite avec le simulateur SimelSP2 voir sur www.hprevot.fr.

Beaucoup trop de dépenses et de contraintes

Avec 90 GW nucléaire, avec une isolation thermique raisonnée et moins de contraintes, il suffirait *de 50 GW d'éolien et photovoltaïque*. Les dépenses de production et d'économie d'énergie seraient inférieures de 20 milliards d'euros par an à celles que nous promet le programme énergie « du 10 février ».

Pourquoi donc prévoir 180 GW d'éolien et de solaire, des moyens de production intermittente très gros consommateurs de matériaux et de métaux ? Et pourquoi cet excès de dépenses d'économie d'énergie ? La réponse est donnée par E. Macron lui-même : relancer la construction de réacteurs nucléaires prend beaucoup de temps, on ne pourra pas en faire plus de 14 d'ici 2050 et *la France doit être « neutre en carbone dès 2050*.

Pourquoi donc vouloir être neutre en carbone dès 2050 ? Coopérer avec des pays d'Afrique

Avec peu de nucléaire, pour éviter toute émission de CO₂ le « coût du CO₂ évité » pourrait dépasser 700 €/t (Commission Quinet). Faut-il le redire ? Le CO₂ ignore les frontières. Pourquoi dépenser des centaines d'euros pour éviter l'émission d'une tonne de CO₂ si, avec la même somme, il est possible d'en éviter trois ou dix fois plus en Afrique ? Le but est la neutralité carbone, non pas de la France, mais *du monde entier* ; ce sera certainement au-delà de 2050, avant 2100 selon l'accord de Paris, peut-être 2070.

Quand donc les candidats à la présidentielle proposeront-ils un puissant programme couplant une relance très vigoureuse du nucléaire (un plan Messmer 2) et une stratégie bas carbone élaborée conjointement avec quelques pays d'Afrique pour que les moyens de production d'énergie *dont ils ont absolument besoin pour leur développement* soient sans émission de CO₂ ? Avec 5 à 10 milliards d'euros par an, il y a là matière à des programmes de coopération de grande ampleur dont les enjeux pour la France n'échappent à personne.